

CONTRAT

MARCHE DE SERVICES DE PRESTATIONS DE CREATION ET EXECUTION GRAPHIQUE DE DOCUMENTS DE COMMUNICATION POUR LES BESOINS DE FRANCE TRAVAIL BRETAGNE

Procédure adaptée prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique

Marché n°2501-AC-PA-03

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

A – Identité des parties

France Travail Bretagne, établissement public administratif, représenté par Goodall Angélique, Directrice régionale, dûment habilitée à cet effet, domiciliée en cette qualité 36 rue de Léon - CS 75301 -35053 Rennes Cedex 9.

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège et forme juridique de la personne morale.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous la forme d'un groupement conjoint ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous la forme d'un groupement solidaire.
- ☐ En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.

En ce cas, cocher la case. La preuve que chacun des autres membres du groupement a habilité le mandataire à le représenter dans le cadre de la procédure de passation est alors jointe au dossier.

ci-après dénommé « le titulaire » d'autre part.

B - Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du ou des marchés sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant ci-après ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

C – Le cas échéant, groupement conjoint d’opérateurs économiques

En cas de groupement d’opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme détaillé ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d’opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT

D - Décision de France Travail (*rubrique réservée à France Travail*)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du Contrat par envoi via la plateforme de dématérialisation, dont le Titulaire accuse réception.

1.	OBJET DU MARCHÉ.....	6
2.	DURÉE, FORME ET QUANTITÉS DU MARCHÉ.....	6
2.1.1.	Durée du marché.....	6
2.1.2.	Allotissement	6
2.1.3.	Forme et quantités du marché	6
3.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
4.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	7
5.	MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ	7
5.1.1.	Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande	7
5.1.2.	Modalités de réception des prestations, de réfaction ou de rejet des prestations.....	7
5.1.3.	Contrôles et audits des prestations	8
6.	MODALITÉS FINANCIÈRES	8
6.1.1.	Forme et contenu des prix	8
6.1.2.	Révision des prix.....	9
6.1.2.1.	Clause de butoir	9
6.1.2.2.	Modification du marché en cours d'exécution (clause de réexamen)	9
6.1.3.	Modalités de facturation	10
6.1.4.	Pénalités	11
7.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
7.1.1.	Langue d'exécution du marché.....	11
7.1.2.	Interlocuteur unique.....	11
7.1.3.	Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations	12
7.1.4.	Changement dans la situation du Titulaire.....	12
7.1.5.	Groupements et sous-traitance	13
7.1.5.1.	Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique	13
7.1.5.2.	Dispositions applicables en cas de sous-traitance	14
8.	OBLIGATION DU TITULAIRE	14
8.1.1.	Clauses sociale et environnementale.....	14
8.1.1.1.	Engagement environnemental.....	14
8.1.1.2.	Engagement insertion sociale	15
8.1.2.	Obligation de confidentialité.....	16
8.1.3.	Protection des données personnelles	17
8.1.4.	Assurances	17
8.1.5.	Pièces à fournir en cours d'exécution du marché	17
9.	Propriété intellectuelle	18

10.	<i>RESILIATION</i>	21
10.1.1.	Résiliation aux torts exclusifs du titulaire	21
10.1.2.	Résiliation unilatérale.....	21
11.	<i>LITIGES</i>	22
12.	<i>SIGNATURES DES PARTIES</i>	22

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet la création et l'exécution graphique de documents de communication pour le compte de France Travail Bretagne tels qu'ils sont décrits au contrat et au présent CCFT.

La diffusion et l'impression des documents print ne concernent pas ce marché.

Ce marché est la continuité d'un marché similaire arrivant à son terme début 2025.

Le service habilité à suivre les prestations auprès du Titulaire est le Service communication et relations publiques de France Travail Bretagne. Le Titulaire ne devra en aucun cas donner suite à des demandes d'interventions venant des sites locaux de France Travail Bretagne ou d'autres services de la Direction régionale.

2. DUREE, FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ

2.1.1. Durée du marché

Sous réserve des dispositions de l'article relatif à la résiliation du Contrat, le présent marché est conclu à compter de la date de prise d'effet des prestations pour une période ferme de 2 ans puis reconductible tacitement deux fois pour une période d'un an, soit une durée maximale de quatre ans.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de prise d'effet des prestations est le 1er avril 2025. Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour le respect de cette échéance.

Aux fins de dénonciation, France Travail Bretagne se prononce au moins trois mois avant l'échéance de la période ferme en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail Bretagne est considéré comme ayant décidé la reconduction du marché. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

2.1.2. Allotissement

Le présent marché est non alloti.

2.1.3. Forme et quantités du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre, conclu avec un seul titulaire, exécuté par émission de bons de commande, avec un maximum exprimé en valeur soit 140 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Une fois le seuil maximum atteint, le marché prend fin, en dépit de la durée du marché.

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le présent contrat,
- le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et son annexe,
- le bordereau des prix,
- le cadre de réponse portant la proposition technique du titulaire et les pièces jointes,
- La déclaration du candidat ou membre du groupement,
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants le cas échéant conclus et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives et contractuelles.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les caractéristiques et conditions techniques et fonctionnelles des prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Charges Fonctionnel et Technique (CCFT) joint au présent contrat.

5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1.1. Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

Le marché s'exécute par émission de bons de commande, en fonction des besoins.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ces bons de commande sont transmis au mandataire du groupement et au membre du groupement qui exécute la prestation.

Aucune commande par téléphone ne doit être prise en compte par le titulaire. Toute commande passée sous un autre format que celui du progiciel de gestion SAP doit être refusée par le titulaire. Par ailleurs, Le Titulaire devra impérativement attendre la réception d'un bon de commande avant de réaliser la prestation.

Ces bons de commande, issus du progiciel SAP, comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande (numéro de bon de commande SAP sous la forme 44XXXX) ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique du mandataire ou, le cas échéant, du membre qui exécute la prestation commandée, ses modalités et délais d'exécution, la quantité commandée, la date et l'heure de début de l'exécution des prestations, le cas échéant ;
- le prix HT de la prestation et le montant total TTC de la commande conformément au(x) prix figurant au bordereau des prix
- le lieu d'exécution.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit France Travail Bretagne par tout moyen, dans un délai maximum de trois jours ouvrables à compter de sa date de notification au titulaire.

France Travail Bretagne se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

5.1.2. Modalités de réception des prestations, de réfaction ou de rejet des prestations

France Travail Bretagne prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception ou en l'absence de décision, dans un délai d'un mois calendaire après la date de fin de réalisation des prestations de services.

France Travail Bretagne prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché. Le cas échéant, la réception peut être assortie de réserves. Dans ce cas, France Travail Bretagne indique au titulaire ces réserves et le délai imparti pour y remédier.

Lorsque France Travail Bretagne constate que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut prononcer une réception avec réfaction, ce qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Dans ce cas, France Travail Bretagne en informe le titulaire. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est la date de notification de cette décision.

Lorsque France Travail Bretagne constate que les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et qu'il n'est pas en mesure d'en prononcer la réception (avec ou sans réserves), il en prononce le rejet. Du fait de ce rejet partiel ou total, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations concernées dans un délai qui est fixé par France Travail Bretagne.

Les décisions d'admission avec réfaction ou de rejet sont motivées et notifiées au titulaire par courriel. Elles donnent lieu à l'établissement d'un avoir par le titulaire transmis via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017.

5.1.3. Contrôles et audits des prestations

À tout moment au cours de l'exécution de la prestation, France Travail Bretagne peut procéder, ou faire procéder, à des contrôles des prestations fournies. Ces contrôles peuvent être annoncés. Ils pourront se dérouler dans les locaux du prestataire.

6. MODALITES FINANCIERES

6.1.1. Forme et contenu des prix

Le présent marché est conclu au coût horaire forfaitaire ou à la ½ journée figurant au Bordereau des prix.

Le Titulaire précisera au Service communication et relations publiques de France Travail Bretagne la nature de la prestation et le nombre d'heures ou de ½ journées nécessaires correspondant au travail demandé, au travers d'un devis. Ce devis sera validé par le Service communication et relations publiques de France Travail Bretagne (via l'émission d'un bon de commande) avant d'engager la prestation.

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les frais d'acquisition de matériels, documentation et supports et frais de reprographie desdits supports ; la totalité des frais de gestion, y compris le cas échéant les frais de représentation et de coordination du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ainsi que la cession complète des droits de propriété intellectuelle attachés aux prestations réalisées conformément aux dispositions de l'article 9 du présent contrat.

Les achats d'art sont facturés en sus sur présentation de justificatifs.

6.1.2. Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché (date de début des prestations). Le coefficient de révision applicable au prix initiaux du marché est issu de la formule de révision suivante :

$$P = Po [0,20+(0,80*(S / So))]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix initial des prestations tel que défini au bordereau des prix

S = Valeur de l' «Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 74.10 – Services de design spécialisés. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766826, publié même provisoire sur le site Internet de l'INSEE » au trimestre de la révision (date de début des prestations).

SO = Valeur du même indice, le trimestre précédant le mois du dépôt des offres.

Le taux de la taxe à la valeur ajoutée applicable est celui en vigueur à l'émission du bon de commande.

A cet effet, le titulaire fait parvenir la demande de révision des prix, en application de la formule de révision, par communication d'un nouveau bordereau des prix du même modèle que le bordereau des prix initial (*prix révisés arrondis au centième d'euros*), à France Travail Bretagne, un mois avant la date prévue pour la révision des prix.

La demande est à adresser à l'adresse suivante : achats.35076@francetravail.fr.

France Travail Bretagne valide la demande de révision des prix dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Si le titulaire n'a pas de réponse à sa demande dans ce délai d'un mois, sa demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande de révision des prix, pour quelque motif que ce soit, le titulaire présente une nouvelle révision des prix dans un délai de huit (8) jours calendaires sur la base des observations France Travail Bretagne.

Tout tarif révisé qui n'a pas été notifié et validé par France Travail Bretagne ne peut être pris en compte.

6.1.2.1. Clause de butoir

Chaque révision de prix du marché est calée sur la date anniversaire du marché. Elle est de 5 % maximum d'une année sur l'autre.

Aussi dans l'hypothèse où l'augmentation issue de l'application de la clause de révision de prix ci-dessus serait supérieure à 5 %, ce taux plafond sera appliquée.

6.1.2.2. Modification du marché en cours d'exécution (clause de réexamen)

A l'issue de la première année d'exécution du marché, un réexamen des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et, le cas échéant, du Bordereau des prix, peut être engagé, à l'initiative de France Travail Bretagne.

Les éléments pouvant être modifiés avec un impact financier éventuel, à la hausse ou à la baisse concernant :

- En cas de circonstances exceptionnelles non prévisibles entraînant une hausse des prix relevant de à partir de 6 % d'augmentation des prix initiaux du marché ;
- L'ajout d'une nouvelle prestation au Bordereau des prix.

France Travail Bretagne informe par courriel le titulaire, de sa volonté de procéder au réexamen d'un ou plusieurs éléments, en détaillant les modifications envisagées et les délais de mise en œuvre. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour faire connaître à France Travail Bretagne sa décision, ses éventuelles observations, ainsi que, le cas échéant, l'impact financier des modifications.

L'accord entre les parties se matérialisera par un avenant.

6.1.3. Modalités de facturation

Les sommes dues sont réglées, après exécution complète de chaque bon de commande, sur présentation d'une facture établie en un original, libellée à l'ordre de France Travail Bretagne et portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande (numéro de bon de commande SAP sous la forme 44XXXX) ;
- le numéro de SIRET de France Travail ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement qui exécute la prestation ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et le numéro SIRET du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement qui exécute la prestation ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la prestation facturée ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte sur lequel les sommes doivent être virées.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à la disposition.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou la date d'admission des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le titulaire en informe France Travail Bretagne par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

6.1.4. Pénalités

Sans préjudice des dispositions de l'article relatives à la résiliation du marché du présent Contrat, France Travail Bretagne se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les conditions suivantes :

Cas pouvant donner lieu à pénalités	Article correspondant au CCFT	Montant de la pénalité
Absence aux réunions de travail	3.1	50 € par constat
Retard dans la réalisation des prestations	3.4	5 % du prix unitaire HT par jour dans la limite de 10 jours consécutifs à compter du 1 ^{er} jour calendaire de retard Au-delà, France Travail Bretagne se réserve la possibilité de faire réaliser ces prestations par un autre prestataire aux frais du Titulaire.
Retard dans la transmission des livrables	3.1	50 € à compter du 1 ^{er} jour calendaire de retard

Dans le cas où le retard est imputable à France Travail Bretagne, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Le paiement des pénalités est sous forme d'un avoir émis par le Titulaire dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la réception du courrier d'application des pénalités émis par de France Travail Bretagne. En cas de groupement d'opérateurs économiques (ou de sous-traitance), seul le mandataire (ou le Titulaire en cas de sous-traitance) est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

Le montant cumulé des pénalités ne saurait en tout état de cause dépasser 10 % du montant annuel facturé du marché. Ce montant atteint, France Travail se réserve la faculté de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire conformément aux dispositions de l'article 10.1.1 du contrat.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1.1. Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français. Tous les documents remis à France Travail Bretagne, les entretiens réalisés avec le personnel de France Travail Bretagne et toutes les présentations effectuées devant eux sont en français.

7.1.2. Interlocuteur unique

Afin de faciliter l'exécution des prestations, et pour assurer un suivi de qualité du marché, le Titulaire dédie un interlocuteur unique, qui est, pour France Travail Bretagne, le référent unique du marché.

Le nom et les fonctions de cette personne sont indiqués dans l'offre du Titulaire du marché, ainsi que ses coordonnées, numéros de téléphone direct et portable professionnels, adresse courriel.

En son absence, le Titulaire du marché prévoit son remplacement par un interlocuteur ayant connaissance du marché en cours. Le nom, les fonctions et les coordonnées de ce dernier seront communiquées au Service communication et relations publiques de France Travail Bretagne dans les meilleurs délais.

7.1.3. Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

Le Titulaire se conforme strictement la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le Titulaire prend toute mesure pour que les éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

France Travail Bretagne se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations pour des raisons dûment motivées par des raisons professionnelles. Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande, à proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail Bretagne le curriculum vitae du remplaçant proposé.

Le titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail Bretagne.

7.1.4. Changement dans la situation du Titulaire

Sans préjudice des dispositions du contrat relatives à la résiliation du marché, le titulaire informe sans délai France Travail Bretagne de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le titulaire communique immédiatement à France Travail Bretagne les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à ses coordonnées bancaires.

Le titulaire fait parvenir à France Travail Bretagne, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par France Travail Bretagne dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- la liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.
- La cession du marché acceptée par France Travail fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

7.1.5. Groupements et sous-traitance

7.1.5.1. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique E des dispositions particulières du contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des dispositions particulières du contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail Bretagne pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail Bretagne au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail Bretagne.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

A première demande de France Travail Bretagne, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail Bretagne ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

7.1.5.2. Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant la seconde période contractuelle en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées (1).

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du contrat.

Le silence gardé par France Travail Bretagne pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter une quelconque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail Bretagne.

A première demande de France Travail Bretagne, le titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail Bretagne ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

8. OBLIGATION DU TITULAIRE

8.1.1. Clauses sociale et environnementale

8.1.1.1. Engagement environnemental

France Travail Bretagne s'est inscrit dans une démarche de développement durable, et demande à l'ensemble de ses prestataires, en l'occurrence le Titulaire du présent marché, de prendre en compte ce volet.

A ce titre, le marché comporte des clauses de développement durable comme conditions d'exécution du marché et figurent dans le CCFT et dans le Cadre de réponse du titulaire.

⁽¹⁾ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail, devenu France Travail au 1^{er} janvier 2024, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de France Travail Bretagne.

8.1.1.2. Engagement insertion sociale

8.1.1.2.1. Définition de l'engagement

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du marché, à conduire en direction des demandeurs d'emploi en reconversion professionnelle des actions d'immersion professionnelle ayant pour objet soit de découvrir un métier ou un secteur d'activité, soit de confirmer leur choix de projet professionnel, soit d'initier une démarche de recrutement.

La durée de cette immersion est de 5 jours minimum sur la durée d'exécution du marché.

Cet engagement s'applique pendant toute la durée du marché, y compris au cours des périodes de reconduction.

Pour satisfaire cet engagement, le titulaire accueille dans le cadre d'une ou plusieurs « périodes de mise en situation en milieu professionnel » (ou PMSMP) toute personne en recherche d'emploi faisant l'objet d'un accompagnement personnalisé par une structure pouvant prescrire des PMSMP.

Ces personnes faisant l'objet d'un accompagnement personnalisé sont notamment :

- Les personnes sans activité en parcours d'insertion :
 - Les demandeurs d'emploi, inscrits ou non auprès de France Travail,
 - Les jeunes en demande d'insertion suivis par les missions locales,
 - Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés, accompagnés par France Travail ou des Cap emploi ;
 - Les bénéficiaires du RSA, au titre des actions mises en œuvre dans le cadre de leur contrat d'engagements.
- Les personnes en activité engagées dans une démarche d'insertion ou de réorientation professionnelle :
 - Les salariés accompagnés par les structures de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique), directement prescriptrices ;
 - les travailleurs handicapés accueillis en ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) ou salariés d'entreprises adaptées ;
 - les salariés en parcours emploi compétences, prescrit dans le cadre du contrat unique d'insertion (CUI) ;
 - les salariés menacés d'inaptitude dans le cadre d'une démarche de maintien dans l'emploi ou de reconversion ;
 - les salariés engagés dans une démarche active de recherche d'emploi, inscrits à ce titre à France Travail, notamment dans le cadre d'anticipation de difficultés économiques.

Pour information, les structures pouvant prescrire une PMSMP sont notamment :

- France Travail
- des missions locales,
- des Cap emploi ;
- des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), à l'exception des ETTI : entreprises d'insertion (EI), associations intermédiaires (AI), ateliers chantiers d'insertion (ACI).
- des conseils départementaux, par l'intermédiaire de leur président ;
- des organismes proposant des actions de préparation à l'apprentissage.
- des prescripteurs « mandatés » à cet effet par un prescripteur de plein droit : organismes employant ou accompagnant des personnes éligibles aux PMSMP, et liés soit à France Travail, soit à une mission locale, soit à un Cap emploi, soit à un conseil départemental, par une convention les autorisant à prescrire des PMSMP sur un périmètre donné.

Plus généralement, le titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'immersion professionnelle, se rapprocher de France Travail.

8.1.1.2.2. Modalité de contrôle de l'engagement

Le suivi de la réalisation de l'engagement d'insertion professionnelle s'effectue auprès de la référente clause régionale de la Direction régionale de France Travail Bretagne par le titulaire, au plus tôt après chaque période d'immersion et au plus tard dans un délai maximum de quinze jours à l'issue de chaque année d'exécution du marché de la manière suivante :

- par une déclaration du titulaire du nombre de jours d'immersion professionnelle réalisés au cours de l'année d'exécution du marché ;
- par la transmission par le titulaire de tous les éléments permettant le contrôle de la réalisation de son engagement, notamment la copie de la ou des conventions de PMSMP justifiant du nombre de jours d'immersion professionnelle réalisés
- et par la réponse du titulaire à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

8.1.2. Obligation de confidentialité

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du Titulaire sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

Cette obligation perdurera pendant toute la durée du marché et au-delà pendant une période de 5 ans.

Dans la mesure où, dans le cadre de l'exécution des prestations, le Titulaire sous-traite une partie des prestations, il est tenu d'informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui et mentionnés ci-dessus.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par France Travail Bretagne, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions définies à l'article du contrat relatif à la résiliation.

8.1.3. Protection des données personnelles

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du RGPD, notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à l'adresse suivante : breprotectiondesdonneespersonnelles.35076@francetravail.fr. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du RGPD et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public ».

8.1.4. Assurances

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail Bretagne, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose ces attestations tous les ans et jusqu'à l'échéance du marché.

8.1.5. Pièces à fournir en cours d'exécution du marché

Le Titulaire met à jour les pièces à fournir en cours d'exécution du marché sur la plateforme électronique mise à sa disposition à l'adresse suivante : www.e-attestations.com (dont les codes d'accès lui ont été communiqués à la notification du marché).

Le Titulaire dépose **tous les six mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- l'attestation de fourniture de déclaration sociale et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance) et datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant, le cas échéant, établie à partir du registre unique du personnel et précisant pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le candidat n'emploie pas de salariés étrangers, cette liste doit être renseignée de la mention « NEANT » ;
- une attestation sur l'honneur par laquelle il déclare avoir vérifié la régularité de la situation de ses sous-traitants au regard de la lutte contre le travail dissimulé, dès lors que le montant des prestations confiées pour l'exécution du marché excède 5 000 € HT ;

Le Titulaire dépose **tous les ans** jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre N-1. Pour les candidats établis en France, il s'agit de la copie des certificats fiscaux 3666 dont la situation fiscale du candidat impose la production,
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5 000 € HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

Le titulaire informe France Travail Bretagne sans délai de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique.

9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Titulaire cède à France Travail Bretagne, à titre exclusif, l'intégralité des droits d'exploitation attachés aux créations et conceptions nées de l'exécution même du présent marché. Cette cession s'opère dans les seules conditions visées dans la présente clause. Conformément à l'article L. 122-1 du Code de la propriété intellectuelle, ces droits d'exploitation emportent les droits de reproduction et de représentation.

En application des dispositions prévues aux articles L. 131-3 et L. 122-7 du Code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés par le Titulaire comprennent en particulier :

- le droit de reproduction : le droit de reproduire ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des créations issues des prestations réalisées par le Titulaire au titre du présent contrat, sur tous supports, connus ou inconnus au jour de la signature du contrat, actuels ou futurs, notamment supports papier (brochures, plaquettes, affiches, affichettes, flyers), y compris supports de stands (lés, bâches...), cartes de vœux, cartes postales, présentoirs, publi-rédactionnels dans la presse, signalétique, optique, numérique, magnétique, électronique, notamment DVD, CD-ROM, vidéogramme par scannage, par téléchargement, par tous moyens et procédés de reprographie connus ou inconnus au jour de la signature du contrat ;
- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, modifier, numériser, retoucher, corriger, détourner, assembler, arranger tout ou partie des créations issues des prestations réalisées par le Titulaire au titre du présent contrat, d'en dissocier leurs éléments, de les intégrer dans d'autres œuvres existantes ou à venir, notamment journaux, publications, créations multimédias, bases de données électroniques ou non, ainsi que le droit de reproduire, représenter et distribuer ces créations ainsi adaptées, modifiées, nouvelles et dérivées, sur tous supports et selon tous procédés connus ou inconnus au jour de la signature du contrat ;
- le droit de traduction : le droit de traduire ou de faire traduire, en tout ou partie, les éléments de textes associés aux créations issues des prestations réalisées par le Titulaire au titre du présent contrat, en toutes langues, sous toute forme (orale, écrite), et de reproduire, représenter et distribuer ces créations ainsi traduites, sur tous supports et selon tous procédés connus ou inconnus au jour de la signature du contrat ;
- le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter, de diffuser ou de faire diffuser, directement ou indirectement, auprès de tout type de public, potentiel ou virtuel, et dans tous lieux, tout ou partie des créations issues des prestations réalisées par le Titulaire au titre du présent contrat, ainsi que leurs adaptations et traductions en intégralité ou par extrait, par tous moyens de communication connus ou inconnus au jour de la signature du contrat, notamment électronique, par télétransmission, par voie hertzienne, par tous réseaux de télécommunication en ligne actuels ou futurs (internet, intranet), télévision interactive, y compris la retransmission par satellite et par câble, par téléchargement, par mise à disposition d'hyperliens, par exposition, interprétation, présentation, diffusion sur écran, projection ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir ;
- le droit, pour France Travail Bretagne à titre personnel, d'utiliser les créations issues des prestations réalisées par le Titulaire afin, entre autres, d'illustrer ou promouvoir ses publications ou ses activités, notamment sur son site internet et sur ses réseaux sociaux.

Les droits cédés par le Titulaire sur les créations issues des prestations réalisées peuvent être exploités directement ou indirectement par France Travail Bretagne, à titre gratuit ou onéreux, de quelque façon que ce soit, et de sorte à ce que celui-ci puisse en faire l'exploitation la plus large, en totalité ou en partie, sans exceptions ni réserves, selon tout mode d'exploitation, pour toute destination, et auprès de tout public sans restriction.

La présente cession s'opère au fur et à mesure de la réalisation des créations issues de l'exécution des prestations par le Titulaire et porte sur toutes ces créations, qu'elles soient achevées ou inachevées.

Les droits d'exploitation susmentionnés sont cédés à France Travail Bretagne pour le monde entier et pour une durée de 10 ans à compter de la date de la création considérée.

Conformément aux articles 6.1.1 et 9 du contrat et 3.1.1 et 3.2.1 du cahier des charges fonctionnel et technique, le prix des prestations exécutées par le Titulaire intègre la réalisation des créations ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle au profit de France Travail Bretagne prévue dans la présente clause.

En conséquence, France Travail Bretagne peut librement utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations exécutées par le Titulaire et ce, sans aucune autre contrepartie financière ni rémunération complémentaire à celle prévue à l'article 6 du contrat.

Le Titulaire ne pourra faire aucune utilisation, publication ou autre exploitation des créations issues de l'exécution de ses prestations.

Afin de satisfaire les droits moraux de l'auteur sur ses créations, France Travail Bretagne s'engage, sur demande expresse et écrite du Titulaire, à faire figurer, par tous moyens à sa convenance, la mention du nom de l'auteur desdites créations.

Le Titulaire déclare avoir préalablement acquis les droits de propriété intellectuelle qu'il cède à France Travail Bretagne au titre de l'exécution du présent contrat, dans des conditions telles qu'aucune autorisation complémentaire ne peut être demandée à France Travail Bretagne pour l'exploitation de ces droits. Ainsi, aucun reversement de quelque nature que ce soit et par quelque tiers que ce soit ne peut être réclamé à France Travail Bretagne.

En particulier, le Titulaire fait son affaire d'obtenir, préalablement à toute cession, les droits de propriété intellectuelle attachés aux créations réalisées au titre de l'exécution du présent contrat, notamment auprès des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes et, plus généralement, concepteurs desdites créations et ce, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Le Titulaire garantit France Travail Bretagne contre tout recours, action ou revendication que pourraient former à titre quelconque, à l'occasion des droits cédés à France Travail Bretagne dans le cadre du présent contrat, les auteurs ou leurs ayants-droits et, d'une manière générale, toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des prestations pour le compte de France Travail Bretagne au titre du contrat. Cette garantie couvre également les recours de tiers pouvant légitimement s'opposer à l'exploitation des résultats issus des prestations exécutées par le Titulaire pour le compte de France Travail Bretagne, notamment à leur reproduction.

Le Titulaire garantit également France Travail Bretagne contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de la personnalité (fondé notamment sur l'article 9 du Code civil) et/ou un droit de propriété sur un bien meuble ou immeuble auxquels l'exécution du marché aurait porté atteinte.

De son côté, France Travail Bretagne garantit le Titulaire contre toutes les revendications de tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, pour les procédés ou les méthodes dont il lui impose l'emploi.

L'utilisation, par le Titulaire, des images issues des banques d'images auxquelles France Travail Bretagne est abonné afin de réaliser les prestations qui lui sont demandées est strictement limitée à l'exécution du présent marché. En aucun cas le Titulaire ne pourra utiliser ces images dans un autre cadre.

Les parties reconnaissent que France Travail Bretagne dispose des droits d'exploitation attachés à la charte graphique et à la marque de l'établissement France Travail (ci-après « identité de France Travail »). Le Titulaire est tenu de respecter les modalités d'usage de l'identité de France Travail dans l'exécution de ses prestations, conformément aux stipulations du cahier des charges fonctionnel et technique. Le Titulaire s'interdit formellement de reproduire, copier, représenter, traduire, adapter, arranger, modifier, exporter, utiliser, diffuser, transférer ou céder à qui que ce soit, en tout ou partie, par tous moyens et sous toute forme, les contenus, éléments et marques associés à l'identité de France Travail en dehors du présent cadre contractuel, sauf accord exprès préalable de France Travail Bretagne.

10. RESILIATION

10.1.1. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

Le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'articles R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements.

Le marché peut également être résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- lorsque, enjoint par France Travail Bretagne, en application de l'article L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8251-1 alinéa 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard dans les six mois à compter de l'injonction ;
- dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

10.1.2. Résiliation unilatérale

France Travail Bretagne peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour un motif d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

11. LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution ou interprétation du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège la Directrice régionale de France Travail, signataire du marché.

12. SIGNATURES DES PARTIES

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Fait à Rennes, le _____

Signature du représentant de France Travail :

La Directrice régionale de France Travail
Bretagne

Angélique GOODALL